

EDITORIAL

*Se battre pour
chaque voix*

Jo COTTENIER

Avec une formidable fête du 1er mai, le PTB vient de lancer la deuxième phase de sa campagne électorale. Toutes les fêtes du 1er mai des partis socialistes se sont déroulées „en catimini“: pour protester contre le plan global et la corruption, la base syndicale est restée absente à de nombreux endroits ou s'est exprimée de vive voix.

Des partis défendant l'Europe du capital ne peuvent susciter l'enthousiasme des travailleurs. A la fête du PTB, nous étions 3000, dans une ambiance d'unité anticapitaliste et de combat déterminé pour le socialisme. Il faut insuffler cet esprit à notre campagne électorale! Celle-ci est notre plus importante lutte de classe actuelle. Ces dernières semaines, nous avons bien réussi à intégrer des sympathisants. Durant six semaines, nous poursuivrons sur notre lancée. Avec ces collaborateurs, nous voulons descendre dans la rue et affronter les autres partis pour chaque voix.

«Heureusement qu'il y a encore des communistes». Les masses ne peuvent s'en rendre compte que si elles les rencontrent. Les médias ont proclamé la mort des communistes. Qui-conque entend le discours du 1er mai, publié dans ce journal, ne peut que contredire cette affirmation avec force. Quand on a compris le discours du 1er mai, on peut aborder tous les sujets avec tout le monde. Voilà l'état d'esprit pour les six prochaines semaines. Nous voulons aller partout: entreprises, bureaux du chômage, quartiers, rues commerçantes, activités syndicales et progressistes. Chaque communiste comptera les voix au boulot et dans son cercle d'amis. En un samedi rouge du parti, on peut discuter avec près de 200 personnes. Donc, cinquante camarades peuvent discuter personnellement avec 10.000 électeurs.

Les résultats jusqu'ici prouvent qu'on peut marquer des points en luttant. Les premiers effets du plan global se font sentir. Nos dépliants électoraux et notre nouveau *Solidaire* stimuleront la haine de la politique procapitaliste des autres partis et feront connaître notre alternative.

La social-démocratie tente de camoufler la facture de sa participation gouvernementale. Les fascistes tentent de cacher que leur racisme sert à attaquer plus durement encore les acquis des travailleurs et à réprimer brutalement toute résistance. Il n'est possible de barrer la route au fascisme qu'en discutant ouvertement parmi le peuple sur les causes de la misère, du chômage et du recul social. La véritable cause, c'est le capitalisme. Et les véritables profiteurs ne sont pas les immigrés, mais bien les riches!

Pour faire payer les vrais profiteurs, on ne peut compter que sur le PTB. Descendons dans la rue avec cette idée: assénez des gifles aux riches en votant PTB!

Un capitalisme sans compétitivité ?

Quand un expert européen débat avec le PTB...

Quelle issue à la crise? Quelle alternative à la logique de la compétitivité? Riccardo Petrella, haut fonctionnaire européen, et Jo Cottenier, du Parti du Travail, ont débattu de ces questions durant plus de deux heures, devant quelque 150 personnes. Une discussion contradictoire, sans concession, mais franche.

Thomas Gounet

Comment peut-on affronter un capitalisme mondial, capable de gérer instantanément 42.000 milliards de francs, demande Riccardo Petrella ? Les organisations syndicales, explique-t-il, n'existent plus en tant que telles: elles acceptent la logique de la compétitivité et n'ont de toute façon pas la capacité de lutter contre ce capitalisme mondial. L'Etat, autrefois garant du contrat social à l'échelon national, est dépassé. Le seul acteur réel dans cette mondialisation est l'entreprise.

Un contrat social mondial

Face à cette situation, il faut parer au plus pressé, poursuit Petrella. Il faut au plus vite organiser sur le plan planétaire la réglementation qui existait au niveau national. Celle-ci corrigeait les excès du capitalisme, en protégeant les travailleurs d'une exploitation trop féroce. Aujourd'hui, avec la mondialisation, cette protection est en train de sauter. Reconstruisons-la au niveau mondial, propose l'eurofonctionnaire italien. Comment? En reformant une représentation politique à l'échelle du globe, à partir d'une „élite éclairée“, prête à traiter les grands problèmes du monde. Cela prendra cinquante ou cent ans. Mais, assure Petrella, ce n'est pas une utopie de vouloir un tel gouvernement.

Ensuite, c'est la société civile mondiale organisée qui porte l'espoir d'un changement de système, dans lequel la compétitivité ne sera plus le principe directeur de toute stratégie. Il y a dans les mouvements et organisations non gouvernementales, comme Médecin Sans Frontières ou les mouvements de protection de l'environnement, une volonté et une capacité de s'opposer aux multinationales.

Le moteur du capitalisme, c'est l'exploitation

Il faut reconnaître à Riccardo Petrella le courage de s'oppo-

ser, en tant que haut fonctionnaire européen, à la logique de la compétitivité. C'est rare, souligne Jo Cottenier. Mais cela n'empêche, continue-t-il, que nous ayons deux objections majeures à l'argumentation de Petrella.

D'abord, la compétitivité ne vient pas de la mondialisation de l'économie. Elle est inscrite dans le capitalisme même. C'est le capital qui gouverne la planète. Celui-ci a un but: accumuler et cela, le plus vite possible. Pour ce faire, il doit exploiter de plus en plus les travailleurs: diminuer les salaires, détériorer les conditions de travail, accélérer les cadences qui provoquent le stress, maladie du XXIème siècle.

Le moteur du capitalisme, c'est cette accumulation. La concurrence, elle, n'est que le gendarme. Elle oblige les capitalistes à se comporter comme capitalistes, sinon c'est la faillite.

Accuser la compétitivité de tous les maux, tout en épargnant le système capitalisme, est une vieille tactique. Elle était déjà reprochée à Kautsky par Lénine au début du siècle. Lénine expliquait que Kautsky mettait tous les défauts du système sur le compte d'une politique particulière. Cela permettait à celui-ci d'affirmer qu'il était possible de suivre une autre politique, tout en restant dans le capitalisme. On a la même chose ici, précise Jo Cottenier. Petrella donne l'impression que la logique de la compétitivité n'est qu'une forme politique et qu'il est possible de mener une autre stratégie sous le capitalisme. Mais la concurrence est liée à la base même du capitalisme. C'est donc impossible, con-



Petrella: passionnant réquisitoire contre la logique de la compétitivité

clut le dirigeant du PTB.

Combattre la compétitivité par la lutte de classes

Le deuxième point de désaccord concerne l'alternative et le moyen d'y parvenir, poursuit Jo Cottenier. Ce qui manque dans l'analyse de Petrella, explique-t-il, c'est la lutte de classes. Le capital peut bouger sur base de deux phénomènes: la force et la peur. Pour la force, nous ne sommes pas encore capables d'y parvenir. Mais la bourgeoisie peut avoir peur des luttes des travailleurs. Cette peur l'a amenée à conclure des contrats sociaux nationaux après 1945, permettant une certaine protection des travailleurs. Cette lutte de classes pourra imposer des limites à la concurrence. L'action d'«élites éclairées», conscientes des dangers que le capitalisme fait subir à la planète, reste une utopie.

Mais la lutte de classes doit aller jusqu'au bout: pas jus-

qu'à une nouvelle réglementation mondiale du capitalisme, mais jusqu'au renversement de celui-ci et au socialisme. Cela signifie expropriation des capitalistes et destruction de la machine d'Etat bourgeois, instrument au service de la classe dominante. Pour cela, il faudra le renforcement des partis communistes et la création d'un syndicalisme combatif, rompant avec la logique de la compétitivité. Si on ne va pas jusqu'à la suppression du capitalisme, on en reste au socialisme utopique. Marx affirmait que les socialistes utopiques, en appelant à la raison la classe bourgeoise dirigeante, avaient joué un rôle progressiste dans l'histoire en soulignant l'absurdité du système. Mais, dès que les causes des méfaits du capitalisme avaient été identifiées comme étant ancrées dans le système même, ils devenaient réactionnaires en refusant de reconnaître ces causes et la nécessité de renverser le capitalisme.

Chaque jour, 1.762 enfants meurent par manque d'eau potable

Riccardo Petrella n'a pas son pareil pour relever les méfaits du système capitaliste. Ainsi, il a indiqué que, sur les 5 milliards d'hommes vivant sur terre, 1,2 milliard ne gagne pas plus de 35 francs par jour. Ils n'ont pas d'eau potable.

Aujourd'hui, 1.762 enfants de moins de quinze ans meurent chaque jour par manque d'eau potable. Dans 26 ans, il y aura 8 milliards de gens sur la planète. Le nombre de pauvres gagnant moins de 35 francs par jour passera à 2,8 milliards et les enfants mou-

rant faute d'eau potable deviendront peut-être 10.000.

Pendant ce temps, on a créé 40.000 lacs artificiels pour approvisionner 560.000 piscines dans le désert californien.